



Déclaration liminaire CHS du 12/11/2018

La section CGT Finances Publiques 47 souhaite avant tout réaffirmer son attachement à l'existence du Comité d' Hygiène et Sécurité et des conditions de travail.

Conséquences des nombreuses restructurations, des suppressions et fusions de services, des baisses budgétaires, du pilotage par des indicateurs déconnectés du travail réel, les conditions de travail se sont dégradées dans tous les services. Il est donc plus que jamais essentiel de maintenir et développer les prérogatives liées au CHS CT.

Dans notre ministère, l'administration, en réponse aux difficultés et souffrances multiples, supprime les sites de visite médicale dans le Lot et Garonne pour n'en faire qu'un seul à Agen.

Qu'à cela ne tienne ! Nous voilà sauvés car, pour répondre à la détresse des agents, la DGFIP a décidé de renforcer son offre d'écoute et de soutien en confiant à un prestataire privé la mise en place de plate formes téléphoniques (avec numéros non surtaxés heureusement... enfin pour l'instant)

Les risques organisationnels et psychosociaux liés aux restructurations et aux nouvelles 2130 suppressions d'emplois conduisent mécaniquement à une augmentation des charges de travail, à une nouvelle dégradation des conditions de travail, à l'augmentation du mal être et de la souffrance au travail.

La DGFIP est actrice d'une organisation du travail pathogène et elle se réfugie derrière le tout psychologique face à son obligation de résultat d'employeur en matière de santé physique et mentale.

Pour la CGT Finances Publiques c'est le travail qui est malade et non les agents.

En parlant de travail, le Directeur Général a pensé à ses agents dans la période des fêtes de fin d'année en suspendant les congés des Services de Publicité Foncière et Enregistrement. Puis dans les centres de contact en janvier et février pour cause du Prélèvement A la Source. Un dévouement que ces services apprécieront à leur juste valeur assurément. Merci Patron !

La première réunion de ce CHS du 5 Novembre a été boycottée en raison du nombre important des points à l'ordre du jour, raison déjà dénoncée à maintes reprises lors de précédentes réunions

La CGT Finances Publiques 47 constate ENFIN que la baromètre social est à l'ordre

du jour mais déplore évidemment son arrivée bien trop tardive pour analyser les nombreux problèmes de ce département. Encore faut-il que la direction trouve des solutions adéquates après plusieurs groupes de travail abondés par les agents et les chefs de services.

En outre, la CGT Finances Publiques 47 va rester très vigilante concernant l'installation de la Trésorerie Hospitalière d'Agen, ainsi que sur les conditions de travail des agents lors des futurs travaux de la Cité Administrative d'Agen.

A l'ordre du jour, vous mentionnez le transfert de la Paierie départementale à la Direction.

La CGT s'assurera, comme d'habitude, que les personnels de la Paierie, mais également ceux impactés en direction par l'arrivée prévue de la Paierie, ne soient pas lésés dans leur nouvel environnement de travail. A ce sujet, nous vous faisons remarquer que nous n'aurions pas reçu les documents à temps (reçus le 6 Novembre) pour la première convocation du CHS au 5 Novembre.

Autre point rajouté à l'ordre du jour : le transfert de la mission foncière du SIP de Villeneuve sur Lot au SDIF d'Agen, et le problème soulevé par les agents de Villeneuve de la gestion du dégrèvement de la taxe foncière.

Voici malheureusement une conséquence concrète d'une restructuration mal faite et mal organisée dans le département.

Les conditions de travail se dégradent très vite et les risques psycho sociaux deviennent inquiétants (agents en pleurs, menace de blâme...).

L'aggravation de la situation devient préoccupante d'autant plus que va intervenir le transfert des charges du recouvrement des trésoreries mixtes de Monflanquin et Fumel sans transfert d'emplois.

Attention aux conséquences car les gouttes d'eau vont finir par faire déborder le vase. Les restructurations sont effectuées souvent à marche forcée, c'est le constat des agents sur le résultat du baromètre social !

Enfin, les agents de l'Office Public Habitat s'inquiètent de leur avenir et de leur future affectation un mois et demi avant la disparition de leurs missions. Pour les représentants CGT, il serait temps que la direction se rende compte, que ce type d'attente subit par les personnels, rajoute encore à une situation de stress déjà importante.